

Immigration à Mayotte

Stop à l'opération "Wuambushu" de Darmanin

Darmanin, en parallèle de sa loi sur l'asile et l'immigration, a préparé de longue date une opération d'expulsion de grande ampleur de migrant-es présent-es sur l'île de Mayotte (département français). Cette opération, nommée "Wuambushu" ("reprise" en mahorais) s'organise discrètement et prévoit l'intervention de centaines de gendarmes et de CRS pour détruire des bidonvilles et expulser tous les jours, pendant une durée d'environ 2 mois des centaines de personnes arrivées des îles voisines.

La situation à Mayotte est complexe : des milliers de migrant-es ont afflué ces dernières années sur l'île de Mayotte depuis différents pays de la région, en particulier des Comores, à la recherche d'une vie meilleure. La situation à Mayotte au regard de l'accès aux droits est catastrophique (santé, éducation, logement, services publics...). Avant de détruire des logements, même insalubres, il faut construire des logements dignes ! Au lieu de dépenser des millions dans des opérations d'expulsion, de répression et de destruction, cet argent devrait être utilisé pour permettre à toutes et tous de vivre dignement.

À Mayotte, il y a de nombreux/euses mineur-es isolé-es et jeunes majeur-es arrivé-es avant leur majorité qui vivent dans des conditions difficiles. Une partie d'entre elles et eux sont isolé-es depuis l'expulsion de leurs parents lors de l'opération Shikandra et se retrouvent en situation de maltraitance voire d'abandon institutionnel. La destruction de nombreux habitats et les expulsions massives prévues ne feront qu'aggraver leur conditions de vie, leur isolement et entraîneront sans aucun doute à nouveau la séparation de nombreux enfants de leurs parents. C'est même l'état actuel de conflit et de violences qui risque d'empirer.

De nombreuses organisations humanitaires nationales et internationales comme la Commission Consultative Nationale des Droits Humains demandent au gouvernement de renoncer à cette opération et la CNCDH a exprimé "en urgence ses graves préoccupations sur les risques d'un tel projet, à double titre : l'aggravation des fractures et des tensions sociales dans un contexte déjà très fragilisé, d'une part, et l'atteinte au respect des droits fondamentaux des personnes étrangères dans le cadre d'expulsions massives, d'autre part."

- **Pour l'Union syndicale Solidaires et Solidaires Mayotte, cette opération scandaleuse doit être définitivement arrêtée.**
- **Nous demandons l'application réelle de l'égalité des droits : les fortes inégalités à Mayotte sont le résultat des politiques menées par le gouvernement.**
- **Nous demandons des moyens pour que tou-tes les habitant-es de Mayotte puissent vivre, se loger et être soigné-es dignement.**
- **Nous demandons la régularisation des sans-papiers de Mayotte**
- **Pour la liberté de circulation et d'installation et les moyens pour un accueil digne de toutes et tous les migrant-es !**